



ARS Île-de-France

**Contrôle sur pièces
2024-06-07**

Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD)

**La Maison des Augustines
15, Rue De L'Abreuvoir. 77100 Meaux**

SYNTHESE DU RAPPORT DE CONTRÔLE

Numéro	Contenu
E1	La mission constate que le règlement de fonctionnement est échu depuis le 1er avril 2023 ; ce qui contrevient à l'article R. 311-33 du CASF.
E2	La mission constate que le projet d'établissement transmis par l'établissement couvre la période 2018-2023. Aussi, a la date du contrôle, celui-ci est échu. Par conséquent, la mission statue que l'établissement ne dispose d'aucun projet d'établissement en l'espèce ; ce qui contrevient à l'article L311-8 du CASF.
E3	A l'examen de son contrat de travail, la mission constate la présence d'un MEDCO à ■■■ ETP. Toutefois, l'article D. 312-156 du CASF exige un temps de présence de MEDCO à 0.80 ETP pour les EHPAD ayant une capacité autorisée comprise entre 100 et 199 places. Aussi, le temps de présence actuel du MEDCO de l'établissement est insuffisant ; ce qui contrevient à l'article D. 312-156 du CASF.
E4	■■■■■ ■■■■■ ■■■■■ ■■■■■ ■■■■■ ■■■■■
E5	L'établissement affecte à la prise en charge des soins des résidents un total de ■ ETP d'AVS faisant fonction d'AS et d'AES. En affectant ce personnel non qualifié, l'établissement n'est pas en mesure de garantir la sécurité et la qualité des soins, ce qui contrevient aux dispositions de l'article L311-3 1° et 3° du CASF. De plus, ces personnels non qualifiés pour cette prise en charge se retrouvent de fait en exercice illégal des professions d'aide-soignant (AS) et d'accompagnant éducatif et social (AES). L'établissement contrevient ainsi aux alinéas 1° et 3° de l'article L.311-3 et aux articles D.451-88 du CASF et L.4391-1 du CSP.
E6	La mission constate l'existence d'une liste nominative des médecins traitants par résidents. Toutefois, la mission n'est pas en capacité de statuer sur leur modalité d'intervention au sein de l'établissement, car ce dernier ne les a pas transmis. De ce fait, la mission conclut à leur inexistance ; ce qui contrevient à l'article R. 313-30-1 du CASF. La mission constate que selon les critères de contractualisation CPOM de l'ARS IDF

Numéro	Contenu
	permettant de calculer l'effectif minimal de soignants requis pour assurer la qualité et la sécurité de la prise en charge des résidents, l'établissement est en déficit de ■■■ ETP dans l'équipe des AS/AES/AMP.

Conclusion

Le contrôle sur pièces de l'EHPAD **La Maison des Augustines**, géré par **ACIS FRANCE** a été réalisé le 7 juin 2024 à partir des réponses apportées et des documents transmis par l'établissement.

La mission d'inspection a constaté le respect de la réglementation et des recommandations de bonnes pratiques professionnelles dans les domaines suivants :

- Gouvernance :
 - Conformité aux conditions d'autorisation
 - Animation et fonctionnement des instances

Elle a cependant relevé des dysfonctionnements en matière de :

- Gouvernance :
 - Management et Stratégie
- Fonctions support
 - Gestion des ressources humaines (RH)
- Prises en charge
 - Organisation de la prise en charge de l'admission à la sortie

Ces constats nécessitent que le gestionnaire et la Directrice de l'établissement engagent rapidement des actions de correction et d'amélioration.